



CHAPITRE 84

Loi modifiant la charte de la ville de Montréal

[Sanctionnée le 15 juillet 1965]

CHAPTER 84

An Act to amend the charter of the city of Montreal

[Assented to 15th July 1965]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est de son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, telle que modifiée, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1959-60,
c. 102, a.
2a, aj.

1. La loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, est modifiée en insérant après l'article 2, le suivant:

Interprétation de « directeur des services ».

2

« **2a.** L'appellation « directeur des services », partout où elle se trouve, désigne le secrétaire administratif de la ville et tous les articles de la présente loi où il est question du directeur des services sont modifiés en remplaçant les mots « directeur des services » par les mots « secrétaire administratif de la ville ».

Idem.

Dans les autres lois, arrêtés en conseil, proclamations, règlements, résolutions, contrats ou documents relatifs à la ville de Montréal, les mots « directeur des services » désignent le « secrétaire administratif de la ville ».

1959-60,
c. 102, a.
40, mod.

2. L'article 40 de la dite loi, modifié par l'article 2 de la loi 10-11 Elizabeth II,

WHEREAS the city of Montreal has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, as amended, be further amended;

Préambule.

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, is amended by inserting, after article 2, the following:

1959-60,
c. 102, a.
2a, ad.

“**2a.** The expression “director of departments” designates, wherever it appears, the executive secretary of the city and all articles of this act mentioning the director of departments are amended by replacing the words “director of departments” by the words “executive secretary of the city”.

Meaning of “director of departments”.

In other laws, orders in council, proclamations, by-laws, resolutions, deeds or documents respecting the city of Montreal, the words “director of departments” designate the “executive secretary of the city”.

Idem.

2. Article 40 of the said act, amended by section 2 of the act 10-11 Elizabeth II,

1959-60,
c. 102, a.
40, am.

chapitre 59, et par l'article 6 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 71, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Effet de certaines résolutions.

« Nonobstant la date du premier février 1963 mentionnée au deuxième alinéa du présent article, les trois résolutions du comité exécutif portant chacune la date du 24 août 1960 et qui ont trait aux parties du plan général de la ville affectant des immeubles à la date du premier mai 1954, ont vigueur et effet jusqu'au premier juin 1966. »

1959-60, c. 102, a. 66, mod.

3. L'article 66 de ladite loi, modifié par l'article 9 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié en remplaçant le cinquième paragraphe par le suivant:

Indemnité, etc.

« Son indemnité est de vingt-deux mille cinq cents dollars par année, plus une somme de six mille dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses comme membre du comité exécutif et comme maire. »

1959-60, c. 102, a. 76, mod.

4. L'article 76 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, par l'article 6 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, et par l'article 12 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 70, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Indemnité, etc.

« Chaque conseiller a droit à une indemnité de trois mille cinq cents dollars par année, plus une somme de mille cinq cents dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses. Il est retranché de cette indemnité soixante dollars pour chaque jour où le conseil siège, si le conseiller n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence n'ait pour cause une mission officielle de la part de la ville ou une maladie attestée par certificat de médecin ou l'acquittement d'un devoir religieux d'obligation. »

1959-60, c. 102, a. 85, mod.

5. L'article 85 de ladite loi, modifié par l'article 12 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

II, chapter 59, and by section 6 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 71, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

Effect of certain resolutions.

« Notwithstanding the date of February 1st 1963, mentioned in the second paragraph of this article, the three resolutions of the executive committee each dated August 24th 1960, relating to the parts of the general plan of the city which affected immovables on the first of May 1954, shall have force and effect until the first of June 1966. »

3. Article 66 of the said act, amended by section 9 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is again amended by replacing the fifth paragraph by the following:

1959-60, c. 102, a. 66, am.

« His indemnity shall be twenty-two thousand five hundred dollars per annum, plus a sum of six thousand dollars per annum for travelling and other expenses as a member of the executive committee and as mayor. »

Indemnity, etc.

4. Article 76 of the said act, amended by section 10 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, by section 6 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, and by section 12 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 70, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

1959-60, c. 102, a. 76, am.

« Each councillor shall be entitled to an indemnity of three thousand five hundred dollars per annum, plus a sum of one thousand five hundred dollars per annum for travelling and other expenses. A deduction of sixty dollars shall be made from such indemnity for each day that the council meets, if the councillor does not attend such meeting or does not vote on a matter put to the vote on such day, unless his absence is due to official business for the city or to illness attested by a physician's certificate or to the accomplishment of an obligatory religious duty. »

Indemnity, etc.

5. Article 85 of the said act, amended by section 12 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60, c. 102, a. 85, am.

Indemni-
té des
membres
du comité
exécutif.

« **85.** Le président du comité exécutif reçoit une indemnité annuelle de dix-huit mille dollars, plus une somme de cinq mille dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses, le vice-président du comité exécutif reçoit une indemnité annuelle de quatorze mille dollars plus une somme de quatre mille dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses, et chacun des autres membres du comité, une indemnité annuelle de dix mille dollars plus une somme de quatre mille dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses. »

“**85.** The chairman of the executive committee shall receive an annual indemnity of eighteen thousand dollars, plus a sum of five thousand dollars annually for travelling and other expenses, the acting chairman of the executive committee shall receive an annual indemnity of fourteen thousand dollars, plus the sum of four thousand dollars annually for travelling expenses and other expenses, and each of the other members of the committee, an annual indemnity of ten thousand dollars, plus a sum of four thousand dollars per annum for travelling and other expenses.”

Indem-
nity of
members
of execu-
tive com-
mittee.

1959-60,
c. 102, a.
107, remp.

6. L'article 107 de la dite loi est remplacé par le suivant :

6. Article 107 of the said act is replaced by the following :

1959-60,
c. 102, a.
107, re-
placed.

Soumis-
sions pour
dépense
excédant
\$5,000.

« **107.** Sauf les dispositions de l'article 108, le comité exécutif doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède \$5,000, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du directeur du service intéressé et d'un rapport du comité exécutif. »

“**107.** Subject to the provisions of article 108, the executive committee must call for tenders in all cases where the expenditure to be incurred exceeds \$5,000, unless tenders are dispensed with by the council upon the recommendation of the director of the department concerned and a report of the executive committee.”

Tenders
for expen-
diture ex-
ceeding
\$5,000.

1959-60,
c. 102, a.
109, mod.

7. L'article 109 de la dite loi, modifié par l'article 8 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié :

7. Article 109 of the said act, amended by section 8 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended :

1959-60,
c. 102, a.
109, am.

a) en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants :

(a) by replacing the second and third paragraphs by the following :

Délai.

« Au moins huit jours doivent s'écouler entre la publication de l'appel d'offres dans les journaux et la date de l'ouverture des soumissions. »

“At least eight days must elapse between the publication of the call for tenders in the newspapers and the date fixed for the opening of the tenders.”

Delay.

Soumis-
sions
adressées
au comité.

Les soumissions sont adressées au comité exécutif; elles sont ouvertes en public, en présence d'au moins deux membres du comité exécutif et du greffier ou de son adjoint, à l'endroit et à l'heure indiqués dans les avis publics. Le greffier ou son adjoint dresse un procès-verbal de cette séance. »

The tenders must be addressed to the executive committee; they must be opened in public, in the presence of at least two members of the executive committee and the clerk or his assistant, at the place and hour specified in the public advertisements. The city clerk or his assistant shall prepare the minutes of such meeting.”

Tenders
addressed
to com-
mittee.

b) en abrogeant le quatrième alinéa.

(b) by repealing the fourth paragraph.

1959-60,
c. 102, ti-
tre III, c.
II, titre et
a. 137,
remp.

8. Ladite loi est modifiée :

a) en remplaçant le titre du chapitre II du titre III par le suivant :

8. The said act is amended :

(a) by replacing the title of chapter II of title III by the following :

1959-60,
c. 102,
title III,
c. II,
title and
a. 137,
replaced.

« LE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF » ;

“THE EXECUTIVE SECRETARY” ;

b) en remplaçant l'article 137 par le suivant:

Secrétaire
adminis-
tratif.

« **137.** La ville doit avoir un officier désigné sous le nom de « secrétaire administratif de la ville ». »

1959-60,
c. 102, a.
138, remp.

9. L'article 138 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Disposi-
tions ap-
plicables.

« **138.** Les dispositions de la charte qui ont trait aux directeurs de services s'appliquent également au secrétaire administratif de la ville, et le conseil peut dans un règlement définir ses tâches et ses prérogatives. »

1959-60,
c. 102, a.
139, remp.

10. L'article 139 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Service
exclusif.

« **139.** Cet officier doit consacrer tout son temps durant les jours ouvrables, au service de la ville. Il ne peut exercer aucune autre fonction, détenir aucun autre emploi, se livrer à aucune autre occupation rémunérée, ni avoir un intérêt, direct ou indirect, en quelque qualité que ce soit, dans un contrat dans lequel la ville est intéressée ou dans une compagnie d'utilité publique exploitant un service dans la ville. »

1959-60,
c. 102, a.
140, remp.

11. L'article 140 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Service
exclusif.

« **140.** Il doit remplir toutes les tâches que lui assigne le comité exécutif. A cette fin, les directeurs de services sont tenus de lui fournir tous les rapports qu'il réclame.

Rensei-
gnements
au comité
exécutif.

Il doit transmettre au comité exécutif tous les renseignements utiles à la bonne administration de la ville ainsi que toutes les communications qui lui sont adressées pour le comité exécutif. »

1959-60,
c. 102, a.
141, remp.

12. L'article 141 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Assistance
aux séances.

« **141.** Il assiste aux séances du comité exécutif; cependant, les décisions prises par le comité exécutif en son absence sont valides. »

(b) by replacing article 137 by the following:

« **137.** The city shall have an officer called the "executive secretary of the city". »

Executive
secretary.

9. Article 138 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
138, re-
placed.

« **138.** The provisions of the charter relating to the directors of departments apply also to the executive secretary of the city and the council may by by-law determine his duties and rights. »

Provi-
sions to
apply.

10. Article 139 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
139, re-
placed.

« **139.** The said officer must devote all his time to the service of the city on working days. He shall not have any other duty, hold any other employment, engage in any other remunerative occupation or have any direct or indirect interest, in any capacity whatsoever, in any contract in which the city is interested or in any public utility company operating any service in the city. »

Exclusive
service.

11. Article 140 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
140, re-
placed.

« **140.** He must fulfil all duties assigned to him by the executive committee. To that end, the directors of departments are bound to deliver to him any report upon request.

Exclusive
service.

He must transmit to the executive committee all information useful for the good administration of the city, together with all communications addressed to him for the executive committee. »

Informa-
tion to
exec.
com.

12. Article 141 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
141, re-
placed.

« **141.** He shall attend the sittings of the executive committee; however, the decisions taken by the executive committee in his absence shall be valid. »

Atten-
dance at
sittings.

1959-60, c. 102, aa. 143 à 145, ab.
Id., a. 146, ab.

13. Ladite loi est modifiée en abrogeant les articles 143, 144 et 145.

1959-60, c. 102, aa. 143-145, repealed.
Id., a. 146, repealed.

13. The said act is amended by repealing articles 143, 144 and 145.

14. L'article 146 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 72, est abrogé.

14. Article 146 of the said act, amended by section 1 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 72, is repealed.

Id., a. 158a, ab.

15. L'article 158a de ladite loi, édicté par l'article 11 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est abrogé.

Id., a. 158a, repealed.

15. Article 158a of the said act, enacted by section 11 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is repealed.

Id., a. 172a, aj.

16. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 172 le suivant :

Id., a. 172a, ad.

16. The said act is amended by adding after article 172 the following :

Transport de certains fonds.

« 172a. Les fonds accumulés au crédit d'un employé dans une caisse de retraite de la ville peuvent être transportés dans la caisse de retraite des employeurs suivants, et vice versa :

Transfer of certain funds.

“172a. The funds accumulated to the credit of an employee in a retirement fund of the city may be transferred to the pension fund of the following employers, and vice versa :

- a) le gouvernement fédéral;
- b) un gouvernement provincial;
- c) la Commission de transport de Montréal;
- d) la Commission des services électriques de la ville de Montréal.

- (a) the federal government;
- (b) a provincial government;
- (c) the Montreal Transportation Commission;
- (d) the Electrical Commission of the City of Montreal.

Ententes.

Les ententes à ce sujet doivent être approuvées pour les employés de la ville par le comité exécutif et la commission de la caisse de retraite intéressée; ces ententes peuvent prévoir des paiements additionnels et autres conditions. »

Agreements.

The agreements in this connection shall be approved, as regards the employees of the city, by the executive committee and the pension fund commission concerned; such agreements may provide for additional payments and other conditions.”

1959-60, c. 102, a. 195a, mod.

17. L'article 195a de ladite loi, édicté par l'article 15 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

1959-60, c. 102, a. 195a, am.

17. Article 195a of the said act, enacted by section 15 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is amended by replacing the second paragraph by the following :

Préservation du vieux Montréal.

« Cette commission sera chargée de l'étude de toute question ayant trait à la préservation, dans le vieux Montréal, de la physionomie historique du territoire borné par la rue Berri à l'est, les rues Commissionnaires et de la Commune au sud, la rue McGill à l'ouest et la rue Notre-Dame au nord, ainsi que de toute autre partie de la ville, selon les circonstances. »

Conservation of Old Montreal.

“This commission shall be entrusted with the study of all questions concerning the conservation, in old Montreal, of the historical aspects of the territory bounded by Berri Street on the east, Commissioners and Common streets on the south, McGill street on the west and Notre Dame street on the north, as well as any other part of the city, according to circumstances.”

1959-60, c. 102, a. 465, remp.

18. L'article 465 de ladite loi est remplacé par le suivant :

1959-60, c. 102, a. 465, replaced.

18. Article 465 of the said act is replaced by the following :

Amende pour négligence de se procurer licence, etc.

« 465. Lorsqu'une personne est trouvée coupable devant la Cour municipale d'avoir négligé de se procurer une licence ou un permis exigible par quelque règle-

Fine for neglect to obtain license, etc.

“465. When a person is found guilty before the Municipal Court of having neglected to obtain any license or permit required by any city by-law, the court

ment de la ville, la cour doit condamner cette personne à une amende au moins égale au prix de licence ou du permis mais n'excédant pas cinq cents dollars et aux frais.

Obliga-
tion de se
procurer
permis,
etc.
L'exécution de la sentence contre le contrevenant ne le dispense pas de se procurer le permis ou la licence exigé, s'il y a droit. »

1959-60,
c. 102, a.
466, ab.
19. L'article 466 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
519a, aj.
20. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 519, le suivant :

Ordon-
nances du
comité
exécutif.
« **519a.** Le conseil peut, par règlement, autoriser le comité exécutif à édicter des ordonnances en rapport avec tout règlement; cette autorisation doit spécifier l'objet de chacune d'elles.

Publica-
tion.
Ces ordonnances forment partie des règlements auxquels elles se rapportent et deviennent obligatoires dès la publication, dans un journal de langue française et un de langue anglaise publiés ou circulant dans la ville, d'un avis en spécifiant l'objet et indiquant la date à laquelle elles ont été édictées. »

1959-60,
c. 102, a.
520, mod.
21. L'article 520 de ladite loi, modifié par l'article 26 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, et par l'article 8 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 71, est de nouveau modifié :

a) en remplaçant le paragraphe 6° par le suivant :

Couvre-
feu;
« 6° Réglementer et prohiber la présence des enfants de quinze ans ou moins dans les rues et places publiques entre neuf heures du soir et cinq heures du matin; »

b) en remplaçant le paragraphe 10° par le suivant :

Distribu-
teurs;
« 10° Obliger toute personne qui vend du lait ou de la crème, des viandes et autres denrées alimentaires, à Montréal, à donner une liste des noms et adresses de ses fournisseurs; »

c) en remplaçant le paragraphe 11° par le suivant :

Etablis-
sements
hors de la
ville;
« 11° Exercer, à l'égard de toute personne dont l'établissement est situé hors

shall condemn such person to a fine at least equal to the fee payable for such license or permit but not exceeding five hundred dollars plus the costs.

The execution of the sentence against the offender shall not relieve him from the obligation to obtain the necessary permit or license, if he has a right to it. »

Obliga-
tion to
obtain
permit,
etc.

19. Article 466 of the said act is repealed.

1959-60,
c. 102, a.
466, re-
pealed.

20. The said act is amended by adding after article 519 the following article :

Id., a.
519a, ad.

« **519a.** The council, by by-law, may authorize the executive committee to enact ordinances relative to any by-law; such authorization shall specify the object of each ordinance.

Ordi-
nances of
executive
commit-
tee.

Such ordinances shall form part of the by-laws to which they relate and shall become obligatory upon publication, in a French newspaper and an English newspaper published or circulating in the city, of a notice specifying the object thereof and indicating the date when they were enacted. »

Publica-
tion.

21. Article 520 of the said act, amended by section 26 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, and by section 8 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 71, is again amended :

1959-60,
c. 102, a.
520, am.

(a) by replacing paragraph 6 by the following :

« 6. Regulate and prohibit the presence of children fifteen years of age or younger in the streets and public places between nine o'clock in the evening and five o'clock in the morning; »

Curfew;

(b) by replacing paragraph 10 by the following :

« 10. Compel all persons selling milk or cream, meats and other foodstuffs, in Montreal, to furnish a list of names and addresses of their suppliers; »

Distribu-
tors;

(c) by replacing paragraph 11 by the following :

« 11. Exercise, as regards every person whose establishment is situated outside of

Estab-
lishment
outside
city;

de la ville, mais qui y vend du lait, de la crème, des viandes et autres denrées alimentaires ou en livre pour y être vendus, tous les pouvoirs que le conseil possède à l'égard de ceux dont les établissements y sont situés, sauf qu'aucune taxe, licence ou permis ne peut être imposé pour les pouvoirs exercés en dehors des limites de la ville; »

d) en remplaçant le paragraphe 62° par le suivant:

Vente le dimanche.

« 62° Prohiber la vente, le dimanche, d'effets ou marchandises dans tout hôtel, auberge ou place d'entretien public; permettre et réglementer la vente, le dimanche, tant dans la ville que dans l'île Sainte-Hélène, de fruits, sucreries et autres friandises, de liqueurs non alcoolisées, de cigares, pipes, tabac, jouets, fleurs, objets d'art et autres menus objets, d'huîtres et de journaux; permettre et réglementer certains jeux, amusements, concerts, musées, sports et récréations, à l'exception des représentations théâtrales; permettre et réglementer la navigation des bateaux entre la ville et l'île Sainte-Hélène et les cités, villes et villages environnants; ».

the city, but who sells milk, cream, meats and other foodstuffs or delivers it to be sold in the city, all the powers which the council has as regards persons whose establishments are situated in the city, save that no tax, license or permit shall be imposed for the powers exercised outside the city limits;”

(d) by replacing paragraph 62 by the following:

“62. Prohibit the selling on Sunday of goods or merchandise in any hotel, tavern or place of public entertainment; permit and regulate the sale on Sunday, both in the city and on St. Helen's Island, of fruit, confectionery and other dainties, non-alcoholic liquors, cigars, pipes, tobacco, toys, flowers, art objects and other small articles, oysters and newspapers; permit and regulate certain games, amusements, concerts, museums, sports and recreation, with the exception of theatrical performances; permit and regulate the running of ferryboats between the city and St. Helen's Island and adjoining towns, cities and villages;”

Selling on Sunday.

1959-60, c. 102, a. 521, mod.

22. L'article 521 de ladite loi, modifié par l'article 53 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 24°, l'alinéa suivant:

Permis d'auto-taxis.

« Réglementer l'usage et l'exploitation des permis d'auto-taxis dont le nombre est fixé par la loi et déterminer les conditions de leur émission; ».

22. Article 521 of the said act, amended by section 53 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended by adding, after paragraph 24, the following paragraph:

“Regulate the use and operation of taxi permits the number of which is fixed by law and determine the conditions of the issuance thereof;”

1959-60, c. 102, a. 521, am.

Taxi permits.

1959-60, c. 102, a. 523, mod.

23. L'article 523 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 71, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin du paragraphe 1° ce qui suit:

« Sans préjudice des droits de la Commission hydro-électrique de Québec, seule la ville peut exploiter et construire un système de distribution de vapeur sur ou sous les voies, places ou parcs publics dans son territoire, ou autoriser des personnes ou corporations à construire ou exploiter un tel système de distribution aux conditions établies par le conseil. »

23. Article 523 of the said act, amended by section 10 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 71, is again amended by adding at the end of paragraph 1 the following:

“Without prejudice to the rights of the Quebec Hydro-Electric Commission, only the city may build or operate a steam distribution system on or under public highways, squares and parks within its territory, or authorize persons or corporations to build or operate such a distribution system on conditions determined by the council.”

1959-60, c. 102, a. 523, am.

1959-60,
c. 102, aa.
528a et
528b, aj.
Résolu-
tions dé-
clarées va-
lides.

24. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 528, les suivants:

« **528a.** Les résolutions adoptées depuis le 10 mars 1960 pour l'exercice de pouvoirs qui en vertu de la charte aurait dû faire l'objet d'un règlement sont déclarées valides à condition que le conseil remplace lesdites résolutions par des règlements avant le 1er janvier 1966.

Procé-
dure.

« **528b.** Le conseil peut aussi exercer par résolution les pouvoirs prévus au paragraphe 5° de l'article 520, aux paragraphes 34° et 35° de l'article 522, au paragraphe 10° de l'article 526, au paragraphe 9° de l'article 527 et aux paragraphes 3°, 6° et 11° de l'article 528. »

1959-60,
c. 102, a.
557, mod.

25. L'article 557 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

Peine.

« Le conseil peut, pour chaque violation de cette résolution, imposer la peine prévue à l'article 462, laquelle deviendra applicable dès que les enseignes de direction auront été installées aux endroits appropriés. »

1959-60,
c. 102, a.
611a, aj.

26. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 611, le suivant:

Construc-
tion, etc.,
prohibée.

« **611a.** Après une résolution du conseil décrétant une expropriation avec prise de possession préalable, aucun permis de construction, modification ou réparation ne peut être émis.

Cessa-
tion de
cette pro-
hibition.

Cette prohibition cesse:

a) après une année à compter de la date de la résolution du conseil décrétant l'expropriation, sauf si la ville est devenue propriétaire en vertu de l'article 985 de la charte avant l'expiration de ce délai;

b) après une année à compter du 15 juillet 1965 quand il s'agit d'une résolution qui a été décrétée avant cette date, sauf si la ville est devenue propriétaire en vertu de l'article 985 de la charte avant l'expiration de ce délai.

Répara-
tions ur-
gentes.

Après une résolution décrétant une expropriation sans prise de possession préalable, seul le comité exécutif peut autoriser l'émission d'un permis pour faire des réparations urgentes. »

24. The said act is amended by adding, after article 528, the following:

1959-60,
c. 102, aa.
528a,
528b, ad.
Resolu-
tions val-
idated.

« **528a.** The resolutions adopted since the 10th of March 1960 in the exercise of powers which, under the charter, should have been exercised by by-law are declared valid upon the condition that the council shall replace the said resolutions by by-laws before the 1st of January 1966.

Proce-
dure.

« **528b.** The council may also exercise by resolution the powers provided in paragraph 5 of article 520, in paragraphs 34 and 35 of article 522, in paragraph 10 of article 526, in paragraph 9 of article 527 and in the paragraphs 3, 6 and 11 of article 528. »

1959-60,
c. 102, a.
557, am.

25. Article 557 of the said act is amended by adding, after the first paragraph, the following:

Penalty.

« The council may, for each violation of such resolution, impose the penalty prescribed in article 462, which shall become applicable upon the installation of the traffic signs at the appropriate locations. »

1959-60,
c. 102, a.
611a, ad.

26. The said act is amended by adding after article 611 the following article:

Building
etc., pro-
hibited.

« **611a.** After a resolution of the council ordering an expropriation with prior possession, no permit for building, alteration or repair may be issued.

Cessation
of prohi-
bition.

Such prohibition shall cease:

(a) after a year from the date of the resolution of the council ordering the expropriation, except if the city has become the owner under article 985 of the charter before the expiry of such period;

(b) after a year from the 15th of July 1965 in the case of a resolution adopted before such date, unless the city has become the owner under article 985 of the charter before the expiry of such period.

Urgent
repairs.

After a resolution ordering an expropriation without prior possession, only the executive committee may authorize the issue of a permit for urgent repairs. »

1959-60,
c. 102, a.
612, mod.

27. L'article 612 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant :

Excep-
tion.

« De plus l'obligation d'ériger chaque construction avec ses dépendances sur un terrain formant un ou des lots distincts prévue par le présent article ne s'applique pas dans le cas de projets de construction de maisons d'habitation ou d'éducation devant être réalisés sur une étendue de terrain appartenant à un même propriétaire selon un plan d'ensemble approuvé comme tel par le service d'urbanisme de la ville. Les règles gouvernant l'approbation à cette fin d'un tel plan seront établies par règlement de la ville. »

27. Article 612 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following:

Excep-
tion.

“Moreover the obligation to erect every construction with its dependencies on a piece of land forming one or more distinct lots as provided by this article shall not apply in the case of projects for the building of houses or educational establishments to be realized on an area of land belonging to a single proprietor according to a master plan approved as such by the city planning department. The rules governing the approval for such purpose of such a plan shall be established by a city by-law.”

1959-60,
c. 102, a.
638, mod.

28. L'article 638 de ladite loi, modifié par l'article 31 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, et l'article 12 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 71, est de nouveau modifié en ajoutant le paragraphe suivant :

Compteur
d'eau pour
église, etc.

« 5. A compter du 1er août 1965, la ville doit, sur demande, fournir au compteur toute l'eau requise pour un immeuble exempt de taxe en vertu du paragraphe a de l'article 782, moyennant le loyer du compteur et le prix généralement fixé par mille pieds cubes pour les usagers au compteur. »

28. Article 638 of the said act, amended by section 31 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, and by section 12 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 71, is again amended by adding the following paragraph:

Water by
meter for
church,
etc.

“5. From the 1st of August 1965, the city shall, on request, furnish by meter all the water required for immovable properties which are tax-exempt in virtue of paragraph a of article 782, subject to the payment of the rent for the meter and at the price generally fixed per thousand cubic feet for users of metered water.”

1959-60,
c. 102, a.
738, mod.

29. L'article 738 de la dite loi, modifié par l'article 42 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

Rapport
sur les ir-
régularités
dans le
budget.

« **738.** Si le budget d'un exercice n'a pas été préparé et adopté conformément aux dispositions des articles 661, 663, 664, 665, 666, 667, 669, 670, 673 et 674, les vérificateurs doivent, dans les quatre mois de son adoption, en informer le secrétaire administratif de la ville qui doit faire rapport au comité exécutif. »

29. Article 738 of the said act, amended by section 42 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Report on
budget
irregular-
ities.

“**738.** If the budget of any fiscal year has not been prepared and adopted in conformity with the provisions of articles 661, 663, 664, 665, 666, 667, 669, 670, 673 and 674, the auditors, within four months of its adoption, shall inform the executive secretary of the city who shall report to the executive committee.”

1959-60,
c. 102, a.
739, mod.

30. L'article 739 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

Devoirs
des vérifi-
cateurs.

« **739.** Ils doivent aussi informer le secrétaire administratif de la ville qui doit faire rapport au comité exécutif, si, au cours d'un exercice: ».

30. Article 739 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Duties of
auditors.

“**739.** They shall also inform the executive secretary of the city who shall report to the executive committee, if, during any fiscal year:”

1959-60, c. 102, a. 776, mod. **31.** L'article 776 de ladite loi, modifié par l'article 43 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié en y remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Taxes foncières autorisées. « **776.** La ville peut, par règlement, imposer et prélever annuellement, sur les immeubles imposables situés dans les limites de son territoire, des taxes foncières n'excédant pas, en tenant compte de toute taxe foncière spéciale générale, deux pour cent de la valeur de ces immeubles d'après le rôle d'évaluation déposé le 1er mars. »

1959-60, c. 102, a. 779, mod. **32.** L'article 779 de ladite loi est modifié en insérant, après le second alinéa, le suivant:

Exemption. « Les immeubles exempts de taxe en vertu du paragraphe *a* de l'article 782 sont également exempts de cette taxe. »

1959-60, c. 102, aa. 787a et 787b, remp. **33.** L'article 787a de ladite loi, édicté par l'article 66 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, et l'article 787b, édicté par l'article 13 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 71, sont remplacés par les suivants:

Subvention à la restauration. « **787a.** Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la restauration de tout bâtiment résidentiel jugé non conforme aux normes d'habitabilité exigées par les règlements municipaux en vigueur. »

Montant. Le montant de ladite subvention ne doit, dans aucun cas, excéder vingt-cinq pour cent du coût réel des travaux de restauration, ni le sixième de la valeur réelle du bâtiment restauré telle qu'inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation.

Subvention à la restauration. « **787b.** Le conseil peut, par règlement et aux conditions qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la restauration de tout bâtiment principal situé dans le secteur de Montréal déclaré historique par l'arrêté en conseil no 26 du 8 janvier 1964. »

Montant. Le montant de ladite subvention ne doit, dans aucun cas, excéder vingt-cinq pour cent du coût réel de la partie des

1959-60, c. 102, a. 776, am. **31.** Article 776 of the said act, amended by section 43 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

Real estate taxes authorized. « **776.** The city, by by-law, may impose and levy annually, on the taxable immovables situated in its territory, real estate taxes not exceeding, taking into account any general special real estate tax, two per cent of the value of such immovables according to the valuation roll deposited on the 1st of March. »

1959-60, c. 102, a. 779, am. **32.** Article 779 of the said act is amended by adding after the second paragraph the following:

Exemption. « Immovables exempt from taxes in virtue of paragraph *a* of article 782 are also exempt from such tax. »

1959-60, c. 102, aa. 787a, and article 787b, remp. **33.** Article 787a of the said act, enacted by section 66 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, and article 787b, enacted by section 13 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 71, are replaced by the following:

Subsidy for restoration. « **787a.** The council may, by by-law, on such conditions and in such sectors of the city as it shall determine, order that the city grant a subsidy for the restoration of any residential building deemed not in conformity with the standards of habitability prescribed by the municipal by-laws in force. »

Amount. The amount of the said subsidy shall not in any case exceed twenty-five per cent of the actual cost of the restoration work or one-sixth of the actual value of the restored building as entered for the first time on the valuation roll.

Subsidy for restoration. « **787b.** The council may, by by-law and on such conditions as it shall determine, order that the city grant a subsidy for the restoration of any main building located in the sector of Montreal declared historical by Order in Council No. 26 of January 8, 1964. »

Amount. The amount of such subsidy shall not, in any case, exceed twenty-five per cent of the actual cost of the portion of the

ouvrages que la Commission des Monuments historiques du Québec et le service d'urbanisme de la ville de Montréal considèrent comme travaux de restauration historique.

Subvention à la démolition-reconstruction.

« 787c. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la démolition-reconstruction, *i.e.* pour la démolition de tout bâtiment résidentiel jugé impropre à l'habitation et la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel.

Montant.

Le montant de ladite subvention ne doit, dans aucun cas, excéder la moitié de la valeur du bâtiment à démolir inscrite au rôle d'évaluation foncière, ni le sixième de la valeur réelle du nouveau bâtiment, telle qu'inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation.

Subvention à la démolition-déblaiement.

« 787d. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la démolition-déblaiement, *i.e.* pour la démolition de tout bâtiment résidentiel principal ou tout bâtiment accessoire jugés impropres à leur destination.

Montant.

Le montant de ladite subvention ne doit, dans aucun cas, excéder le coût réel desdits travaux, ni dépasser deux cent cinquante dollars.

Subvention pour location.

« 787e. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde au propriétaire de tout bâtiment restauré ou reconstruit, selon les dispositions des articles 787a ou 787c, une subvention pour la location de tout logement à un locataire désigné par la ville.

Montant.

Le montant de cette subvention ne doit pas excéder la différence entre la valeur locative dudit logement inscrite au rôle et le loyer que peut payer le locataire choisi par le service du bien-être social de la ville. »

1959-60, c. 102, a. 790, ab.

34. L'article 790 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 794, mod.

35. L'article 794 de ladite loi, modifié par l'article 67 de la loi 10-11 Elizabeth

works which the Quebec Historical Monuments Commission and the City Planning Department of the city of Montreal consider as historical restoration works.

“787c. The council may by by-law, on such conditions and in such sectors of the city as it shall determine, order that the city grant a subsidy for demolition-reconstruction, that is the demolition of residential buildings deemed unfit for housing and the construction of new residential buildings.

Subsidy for demolition-reconstruction.

The amount of such subsidy shall not, in any case, exceed one-half the value of the building to be demolished as shown in the real estate valuation roll, or one-sixth of the actual value of the new building, as entered for the first time on the valuation roll.

Amount.

“787d. The council may, by by-law, on such conditions and in such sectors of the city as it shall determine, order that the city grant a subsidy for demolition-clearing, that is the demolition of main residential buildings or accessory buildings deemed unfit for their intended purpose.

Subsidy for demolition-clearing.

The amount of such subsidy shall not, in any case, exceed the actual cost of such works, or exceed two hundred and fifty dollars.

Amount.

“787e. The council may, by by-law, on such conditions and in such sectors of the city as it shall determine, order that the city grant to the proprietor of any restored or reconstructed building, in accordance with the provisions of articles 787a or 787c, a subsidy for the leasing of any dwelling to a tenant designated by the city.

Subsidy for leasing.

The amount of such subsidy shall not exceed the difference between the rental value of the said dwelling as shown in the roll and the rent which the tenant chosen by the Social Welfare Department of the city is able to pay.”

Amount.

34. Article 790 of the said act is repealed.

1959-60, c. 102, a. 790, repealed.

35. Article 794 of the said act, amended by section 67 of the act 10-11 Elizabeth

Id., a. 794, am.

II, chapitre 59, est de nouveau modifié en lui ajoutant le texte suivant:

Cours de triage. « Toutefois, les cours de triage demeurent sujettes à la taxe autorisée par le présent article. »

1959-60, c. 102, a. 801, mod. **36.** L'article 801 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 44° par le suivant:

Teinturerie, etc. « 44° Toute personne qui exploite un établissement de teinturerie ou de nettoyage à sec, de détachage ou dégraisage; ».

1959-60, c. 102, a. 818, mod. **37.** L'article 818 de ladite loi, modifié par l'article 45 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, par l'article 68 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, et par l'article 25 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 70, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Rôle d'évaluation. « **818.** L'estimateur dresse chaque année un rôle d'évaluation de tous les immeubles situés dans les limites de la ville et il complète, signe et dépose ce rôle le ou avant le 1er mars. »

1959-60, c. 102, a. 819, remp. **38.** L'article 819 de ladite loi, modifié par l'article 26 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 70, est remplacé par le suivant:

Transport d'immeuble. « **819.** Au cas de transport d'un immeuble par acte enregistré, entre le dépôt du rôle d'évaluation et le premier mai suivant, l'estimateur biffe de ce rôle le nom de l'ancien propriétaire et y inscrit celui du nouveau; il y fait, s'il y a lieu, les changements requis pour fins de taxes municipales et scolaires.

Transport partiel, etc. Au cas de transport, par acte enregistré, d'une partie d'un immeuble ou de dépôt au bureau d'enregistrement d'un plan de subdivision ou de resubdivision d'un immeuble, pendant cette période, l'estimateur fixe la valeur réelle de chaque partie de ces immeubles et effectue les changements requis au rôle d'évaluation. De plus, s'il constate qu'une inscription au rôle est incomplète ou erronée, il fait les changements requis. »

II, chapter 59, is again amended by adding thereto the following text:

« However, freight yards shall remain subject to the tax authorized by this article. »

36. Article 801 of the said act is amended by replacing paragraph 44 by the following:

« 44. Every person who operates a dyeing, dry cleaning, or stain or grease removing establishment; ».

37. Article 818 of the said act, amended by section 45 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, by section 68 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, and by section 25 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 70, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

« **818.** The assessor shall draw up each year a valuation roll for all the moveables located within the limits of the city and he shall complete, sign and deposit such roll on or before the 1st of March. »

38. Article 819 of the said act, amended by section 26 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 70, is replaced by the following:

« **819.** In the case of the transfer of an immovable by a registered deed, between the deposit of the valuation roll and the first of May following, the assessor shall strike from such roll the name of the former proprietor and enter thereon that of the new one; he shall make thereon, if need be, the changes required for purposes of the municipal and school taxes.

In the case of the transfer, by registered deed, of part of an immovable or of the deposit at the registry office of a plan of subdivision or resubdivision of an immovable, during that period, the assessor shall fix the real value of each part of such moveables and shall make the changes required on the valuation roll. Furthermore, if he finds that an entry on the roll is incomplete or erroneous, he shall make the required changes. »

1959-60,
c. 102, a.
825, mod.

39. L'article 825 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

39. Article 825 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
825, am.

Réduction
au cas de
destruc-
tion.

« **825.** Si un bâtiment formant partie d'un immeuble inscrit sur un rôle d'évaluation est rasé par incendie ou force majeure ou s'il est volontairement démoli, la personne appelée à payer la taxe foncière sur cet immeuble a droit, pourvu qu'elle en fasse la demande à l'estimateur, à une réduction de taxe correspondant à la diminution de l'estimation de l'immeuble, à compter de la date de la destruction ou de la démolition du bâtiment. »

« **825.** If a building forming part of an immovable entered on the valuation roll is razed by fire or by act of God or if it is demolished voluntarily, the person called upon to pay the real estate tax on such immovable shall be entitled, provided a request to that effect be made by such person to the assessor, to a reduction of such tax corresponding to the reduction of the valuation of the immovable, from the date of the destruction or demolition of the building. »

Reduction
in case of
destruc-
tion.

1959-60,
c. 102, a.
827, remp.

40. L'article 827 de ladite loi, remplacé par l'article 28 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 70, est de nouveau remplacé par le suivant:

40. Article 827 of the said act, replaced by section 28 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 70, is again replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
827, re-
placed.

Valeur
fixée par
estima-
teur.

« **827.** L'estimateur fixe la valeur réelle:

« **827.** The assessor shall fix the real value:

Value
fixed by
assessor.

a) de tout immeuble subdivisé ou re-divisé suivant un plan déposé au bureau d'enregistrement ou de celui dont une partie a changé de propriétaire; il modifie le rôle d'évaluation en conséquence et indique la date à laquelle le transfert a eu lieu;

(a) of any subdivided or re-divided immovable according to a plan deposited at the registry office or of any immovable a part of which has changed owner; he shall amend the valuation roll accordingly, indicating the date on which the transfer took place;

b) de tout bâtiment dont l'évaluation n'apparaît pas aux rôles et de tout bâtiment agrandi ou modifié.

(b) of any building the valuation of which does not appear on the rolls, and of any enlarged or altered building.

Modifica-
tion des
rôles.

Il modifie ces rôles d'évaluation en conséquence et indique comme date de l'imposition basée sur la nouvelle évaluation la date du premier des faits suivants à se produire:

He shall amend such valuation rolls accordingly and indicate as the date of imposition based on the new valuation, the date of the first of the following events:

Amend-
ment of
rolls.

1° celle où les travaux ont été raisonnablement terminés;

(1) that when the works were reasonably completed;

2° celle à laquelle le bâtiment ou la partie modifiée a commencé à être occupé;

(2) that when the occupancy of the building or of the altered part thereof commenced;

3° celle du dernier jour d'une période de vingt-quatre mois calculée à compter du premier jour de l'exécution des travaux.

(3) that of the last day of a period of twenty-four months computed from the first day on which the execution of the works commenced.

Certifi-
cat, etc.

Il remet au directeur des finances un certificat à cet effet et il en donne avis au dernier contribuable intéressé qui a trente jours pour déposer une plainte contre ces estimations.

He shall remit to the director of finance a certificate to that effect and give notice thereof to the last ratepayer concerned, who shall have 30 days to file a complaint against such valuations.

Certifi-
cate, etc.

Proportion payable.

Le directeur des finances calcule la proportion de la contribution foncière qui doit être payée pour la période comprise entre la date indiquée sur le certificat de l'estimateur et la fin de l'exercice en cours.

Limitation.

Cette période ne peut en aucun cas comprendre plus que l'exercice en cours et les deux exercices précédents. »

1959-60, c. 102, a. 830, ab.

41. L'article 830 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 835, rempl.

42. L'article 835 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Constructions, etc., non comprises dans le mot immeuble.

« **835.** Nonobstant les dispositions de l'article 781, ou de toute autre loi à ce contraire, le mot immeuble ne comprend pas les tuyaux, poteaux, soutiens caténaire, fils conducteurs, câbles, conduits, rails, dormants, accessoires d'assujettissement de rails, tunnels, ponts, viaducs, chevalets, avec leurs appuis et sous-structures, passages souterrains, ponceaux, aiguilles, réseaux de signalisation, d'aiguillage ou de contrôle de vitesse, les ouvrages d'empiérement, de nivellement, de terrassement ou de remblayage comme tels, et autres constructions ou appareils de même nature, possédés ou utilisés par une entreprise de chemins de fer pour les fins principales ou incidentes de son exploitation. »

1959-60, c. 102, a. 836, mod.

43. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après le paragraphe 2 de l'article 836, le suivant :

Cimetière Mont-Royal.

« 3. Pour fin de taxe foncière que la ville de Montréal peut imposer en vertu de sa charte, la ville doit évaluer pour la période commençant le 1er mai 1959 et se terminant le 30 avril 1965 le Cimetière Mont-Royal, possédé et administré par La Compagnie du Cimetière Mont-Royal à une somme qui représenterait annuellement la même proportion de la valeur réelle que représente la somme de \$4,000,000 établie pour le Cimetière de la Côte des Neiges en vertu de l'article 23 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 101, à l'égard de la valeur réelle qui apparaît aux rôles d'évaluation en question pour le Cimetière de la Côte des Neiges durant la même période. »

The director of finance shall compute the proportion of the real estate tax to be paid for the period elapsed between the date shown on the assessor's certificate and the end of the current fiscal year.

Proportion payable.

Such period shall in no case include more than the current fiscal year and the two preceding fiscal years."

Limitation.

41. Article 830 of the said act is repealed.

1959-60, c. 102, a. 830, repealed.

42. Article 835 of the said act is replaced by the following:

Id., a. 835, replaced.

« **835.** Notwithstanding the provisions of article 781, or of any other law to the contrary, immoveable property shall not comprise pipes, poles, catenary supports, wires, cables, conduits, rails, ties, rail fastenings, tunnels, bridges, viaducts, trestles, with their supports and substructures, subways, culverts, switches, signalling systems and switch or speed control systems, ballasts, gradings, earthworks or embankments as such, and other constructions or apparatus of a similar nature, owned or used by a railway in its operations or incidental thereto."

Things not comprised in immoveable property.

43. The said act is amended by adding, after subsection 2 of article 836, the following:

1959-60, c. 102, a. 836, am.

"3. For the purposes of the real estate tax which the city of Montreal may impose under its charter, the city shall assess for the period beginning May 1st 1959 and ending on April 30th 1965 the Mount Royal Cemetery, owned and operated by The Mount Royal Cemetery Company at an amount which would bear annually the same proportion to the real value as the amount of \$4,000,000 established for the Côte des Neiges Cemetery by section 23 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 101, bears to the real value as it appears on the valuation rolls concerned for the Côte des Neiges Cemetery during the same period."

Mount Royal Cemetery.

1959-60,
c. 102, a.
838, remp.

44. L'article 838 de ladite loi, remplacé par l'article 32 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 70, est de nouveau remplacé par le suivant:

Avis de complé-
tion du
rôle.

« **838.** Dès que le rôle d'évaluation est complété, l'estimateur donne avis, dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés à Montréal, que ce rôle a été complété et déposé.

Entrée en
vigueur
du rôle.

Ce rôle, sans autre formalité, devient en vigueur le premier mai et est obligatoire pour tous, sous réserve des décisions du bureau de revision quant aux parties contestées. Il sert jusqu'à la mise en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation de base à l'imposition des taxes foncières générales, y compris les taxes foncières spéciales générales et la taxe scolaire.

Compte
de contri-
butions.

Au plus tard le premier août, le directeur des finances transmet aux propriétaires inscrits au rôle, à la dernière adresse indiquée, le compte de contributions foncières indiquant l'évaluation de leurs immeubles, le taux et le montant de la taxe foncière. Le contribuable qui veut contester l'évaluation doit en donner avis écrit à l'estimateur avant le premier septembre. »

1959-60,
c. 102, a.
845, mod.

45. L'article 845 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Montant
établi au
cas de
plainte.

« **845.** Le directeur des finances, dans le cas où une plainte portée en vertu de l'article 856 n'a pas été décidée en dernier ressort à l'expiration du délai mentionné à l'article 840, établit le montant de la taxe payable par les personnes intéressées sur la dernière évaluation en vigueur de l'immeuble et, dans le cas d'un nouveau bâtiment, sur la valeur déclarée pour l'obtention du permis de construction. Il inscrit ce montant sous sa signature en marge de ce rôle et en regard du nom de ces personnes. »

Titre XI,
c. II, sec-
tion 6,
titre
remp.

46. Ladite loi est modifiée en remplaçant le titre de la section 6 du chapitre II du titre XI par le suivant:

44. Article 838 of the said act, replaced by section 32 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 70, is again replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
838, re-
placed.

« **838.** As soon as the valuation roll is completed, the assessor shall give notice, in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal, that such roll has been completed and deposited.

Notice
that roll
com-
pleted.

Such roll shall come into force on the first of May without any other formality and shall be obligatory for all concerned, under reserve of the decisions of the Board of Revision as to the contested parts thereof. It shall be used until the putting into force of a new valuation roll as the basis for the imposition of the general real estate taxes, including the special general real estate taxes and the school tax.

Coming
into force
of roll.

Not later than the 1st of August the director of finance shall send to the proprietors entered on the roll, at the last address shown, the bill for real estate taxes, indicating the valuation of their immoveables, the rate and amount of the real estate tax. Any taxpayer who may wish to contest the valuation shall so notify the assessor in writing before the 1st of September."

Bill for
taxes.

45. Article 845 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
845, am.

« **845.** The director of finance, whenever a complaint made under article 856 has not been finally decided at the expiration of the delay mentioned in article 840, shall establish the amount of taxes payable by the interested parties on the last valuation in force of the immovable and, in the case of a new building, on the value declared to obtain the building permit. He shall enter this amount over his signature in the margin of such roll, opposite the names of such persons."

Amount
establish-
ed in case
of com-
plaint.

46. The said act is amended by replacing the title of Division 6 of Chapter II of Title XI by the following:

Title XI,
c. II, div.
6, title
replaced.

« SECTION 6

" DIVISION 6

CONSEIL DE REVISION DES ESTIMATIONS ».

BOARD OF REVISION OF VALUATIONS".

1959-60, c. 102, a. 858, mod. **47.** L'article 858 de ladite loi, modifié par l'article 24 de la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, est de nouveau modifié en ajoutant, dans le texte français seulement, après le paragraphe 7, l'alinéa suivant :
« Le bureau de revision des estimations s'appelle aussi le conseil de revision des estimations de la ville de Montréal. »

Autre nom.

1959-60, c. 102, a. 958a, aj. **48.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 958 le suivant :

Enseigne non conforme au règlement 2889.

« **958a.** La ville peut obliger le propriétaire d'une enseigne non conforme aux dispositions du règlement 2889 de l'enlever, sous réserve du droit du propriétaire de la rendre conforme dans les cas où les enseignes sont permises en vertu de ce règlement. La ville est autorisée à enlever toute enseigne non conforme aux dispositions de ce règlement, pourvu qu'elle ait signifié, par lettre recommandée, un avis de douze mois au propriétaire. »

Restriction.

Le présent article ne permet pas à la ville d'obliger le propriétaire d'une enseigne, installée ou rénovée avant l'entrée en vigueur du règlement 2889, à la modifier pour la rendre conforme ou à l'enlever avant l'expiration d'une période de dix ans à compter du jour où cette enseigne a été ainsi installée ou rénovée. »

1959-60, c. 102, a. 963a, aj. **49.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 963 le suivant :

Traitement d'eaux usées.

« **963a.** En matière de traitement d'eaux usées, la ville est autorisée à se prévaloir des dispositions de la Loi nationale de 1954 sur l'habitation et de toutes lois provinciales et de leurs amendements. A ces fins, elle a, *mutatis mutandis*, tous les pouvoirs visés par les articles 963 et 964. Elle ne peut exercer ces pouvoirs qu'avec l'autorisation préalable de la Commission municipale de Québec et de la Régie des eaux du Québec. »

1959-60, c. 102, a. 966e, mod. **50.** L'article 966e de ladite loi, édicté par l'article 40 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 70, est modifié en ajoutant,

47. Article 858 of the said act, amended by section 24 of the act 9 Elizabeth II, chapter 1, is again amended, in the French text only, by adding after paragraph 7, the following unnumbered paragraph:

1959-60, c. 102, a. 858 (Fr.), am.

« Le bureau de revision des estimations s'appelle aussi le conseil de revision des estimations de la ville de Montréal. »

Other name.

48. The said act is amended by adding after article 958 the following:

1959-60, c. 102, a. 958a, ad.

« **958a.** The city may compel the owner of a sign not in conformity with the provisions of by-law No. 2889 to remove it, under the reserve of the rights of the owner to make it conform therewith in the cases where signs are permitted by such by-law. The city is authorized to remove any sign not in conformity with the provisions of such by-law, provided it shall have given to the owner a twelve months' notice by registered letter. »

Sign not in conformity with by-law 2889.

This article shall not entitle the city to compel the owner of a sign, installed or renovated before the coming into force of by-law 2889, to alter it in order to render it consistent or to remove it before the expiration of ten years from the day when such sign was so installed or renovated. »

Restriction.

49. The said act is amended by adding after article 963 the following:

1959-60, c. 102, a. 963a, ad.

« **963a.** In matters of water purification, the city is authorized to avail itself of the provisions of the National Housing Act, 1954, and of any provincial laws and their amendments. To that end, the city has, *mutatis mutandis*, all the powers of articles 963 and 964. It shall not exercise such powers except with the prior authorization of the Quebec Municipal Commission and the Quebec Water Board. »

Water purification.

50. Article 966e of the said act, enacted by section 40 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 70, is amended by adding,

1959-60, c. 102, a. 966e, am.

entre le troisième et le quatrième alinéas, le suivant:

Approba-
tions re-
quises.

« Tout accord prévoyant une contribution financière entre Montréal et l'une des municipalités déjà nommées a pleine force et vigueur après avoir été adopté par un règlement des conseils municipaux des parties intéressées lequel ne requiert pas d'autres approbations que celles du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec. »

between the third and fourth paragraphs, the following:

“Any agreement providing for a financial contribution between Montreal and any of the aforementioned municipalities shall have full force and effect after it has been adopted by a by-law of the municipal council of each of the interested parties, which by-law shall require no other approval than those of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission.”

Approvals
required.

1959-60,
c. 102, a.
966f, aj. **51.** Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 966e, le suivant:

Façon de
conclure
accord.

« **966f.** Tout accord prévoyant une contribution financière entre la ville de Montréal et une municipalité où s'étend le réseau de transport en commun décrit aux articles 966a, 966b et 966e peut être conclu au moyen d'un règlement adopté par le conseil municipal de chacune des parties intéressées; ce règlement ne requiert que l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec. »

51. The said act is amended by adding, after article 966e, the following:

1959-60,
c. 102, a.
966f, ad.

“**966f.** Any agreement providing for a financial contribution between the city of Montreal and a municipality to which the mass transportation system, described in articles 966a, 966b and 966e, extends, may be made by by-law adopted by the municipal council of each of the parties concerned; such by-law requires only the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission.”

How
agree-
ment
made.

1959-60,
c. 102, a.
976, remp. **52.** L'article 976 de ladite loi, remplacé par l'article 87 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau remplacé par le suivant:

Rapport.

« **976.** Le rapport du Bureau doit établir le montant moyennant lequel la cité a le droit d'acquérir les immeubles, parties d'immeubles et servitudes concernés, ainsi que les indemnités fixées en vertu de l'article 973.

Contenu.

Sauf lorsqu'il y a entente entre les parties, le rapport précise les montants accordés respectivement pour le terrain, les bâtiments et, s'il y a lieu d'en accorder, les dommages dus en vertu des articles 972 et 973. »

52. Article 976 of the said act, replaced by section 87 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
976, re-
placed.

“**976.** The report of the Bureau must establish the amount for which the city shall have the right to acquire the immoveables, parts of immoveables and servitudes concerned, as well as the indemnities fixed under article 973.

Except when there is an agreement between the parties, the report shall state the amounts granted respectively for the land, the buildings, and for damages, if any, due under articles 972 and 973.”

Contents.

1959-60,
c. 102, a.
999, mod. **53.** L'article 999 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Restric-
tion.

« Nonobstant l'alinéa précédent, l'exproprié a le droit d'être indemnisé pour les améliorations qu'il a faites en vertu d'un permis accordé conformément à l'article 611a. »

53. Article 999 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“Notwithstanding the preceding paragraph, the expropriated party shall be entitled to an indemnity for improvements made by him under a permit granted in accordance with article 611a.”

1959-60,
c. 102, a.
999, am.

Restric-
tion.

1959-60,
c. 102, a.
1046,
remp.

Rôles de
réparti-
tion.

54. L'article 1046 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **1046.** Les rôles de répartition du coût d'une expropriation peuvent être préparés et mis en vigueur, même si les résidus de terrains expropriés n'ont pas été vendus suivant les dispositions de l'article 1042, pourvu que:

a) lesdits résidus de terrains aient été mis à l'enchère et que tous ou quelques-uns d'entre eux n'aient pas trouvé preneur à la mise à prix fixée par le directeur des finances de la ville; ou

b) l'on crédite au coût de l'expropriation la valeur desdits résidus ou de ceux d'entre eux qui n'ont pas été vendus, telle que déterminée par le directeur des finances, sur certificat qui sera versé au dossier.

Produit
de vente
de résidus.

Lorsque lesdits résidus de terrains seront plus tard vendus, le produit en sera disponible comme revenu, selon l'article 652. »

1959-60,
c. 102, a.
1047,
mod.

55. L'article 1047 de ladite loi, modifié par l'article 59 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, et par l'article 109 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

Mode de
prépara-
tion.

« 2. Ce rôle sera préparé d'après le coût probable de l'expropriation tel qu'estimé par le directeur des finances. »

1959-60,
c. 102, a.
1079,
mod.

Façon de
procéder
à la vente.

56. L'article 1079 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 2, 3 et 4 par les suivants:

« 2. Il appartient au comité exécutif sur rapport du directeur des finances de la ville, de décider dans chaque cas, de quelle façon la ville entend procéder à la vente.

Vente de
\$5,000 ou
moins.

3. Lorsque la vente est faite de gré à gré, le comité exécutif, sur rapport du directeur des finances de la ville, est autorisé à vendre tout immeuble dont le prix ne dépasse pas \$5,000; lorsque le prix dépasse \$5,000, la vente doit, en outre, être approuvée par le conseil.

Mise à
prix.

4. Dans les cas où le comité exécutif a décidé de demander des soumissions pu-

54. Article 1046 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
1046, re-
placed.

« **1046.** The apportionment rolls of the cost of an expropriation may be prepared and put into force even if the residues of expropriated lots have not been sold according to the provisions of section 1042, provided that:

Appor-
tionment
rolls.

(a) the said residues of lots were offered at auction and all or some of them did not find any taker at the price set by the director of finance of the city; or

(b) there be credited to the cost of expropriation the value of said residues or of those of them that were not sold, as determined by the director of finance, on a certificate to be attached to the file.

When the said residues are later sold, the proceeds thereof shall be available as revenue, in accordance with article 652."

Proceeds
of sale of
residues.

55. Article 1047 of the said act, amended by section 59 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, and by section 109 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59, is again amended by replacing paragraph 2 by the following:

1959-60,
c. 102, a.
1047, am.

«(2) Such roll shall be prepared in accordance with the probable cost of expropriation, as estimated by the director of finance."

Mode of
prepara-
tion.

56. Article 1079 of the said act is amended by replacing paragraphs 2, 3 and 4 by the following:

1959-60,
c. 102, a.
1079, am.

«(2) It devolves upon the executive committee, on report of the director of finance of the city, to decide in every case, in what manner the city intends to proceed with the sale.

Manner
of sale.

(3) When the sale is made by agreement, the executive committee, on report of the director of finance of the city, is empowered to sell any immovable the price of which does not exceed \$5,000; when such price exceeds \$5,000, the sale shall, in addition, be approved by the council.

Sale for
\$5,000
or less.

(4) In cases where the executive committee has decided to call for public tenders

Upset
Price.

bliques ou de procéder par enchère publique, la mise à prix est dans tous les cas fixée définitivement par le directeur des finances de la ville. »

or to proceed by public auction, in all cases the upset price shall be fixed finally by the director of finance of the city."

1959-60,
c. 102, a.
1079a,
remp.

57. L'article 1079a de ladite loi, édicté par l'article 47 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 70, est remplacé par le suivant:

57. Article 1079a of the said act, enacted by section 47 of the act 11-12 Elizabeth II, chapter 70, is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
1079a,
replaced.

Aliéna-
tion d'un
empla-
cement.

« **1079a.** Sur rapport de l'avocat en chef à l'effet qu'il n'existe aucun empêchement de droit, la ville peut, en suivant les dispositions de l'article précédent, aliéner en tout ou en partie l'emplacement des rues, ruelles et places publiques fermées par règlement. »

« **1079a.** Upon report from the chief attorney that there is no legal impediment, the city may, in accordance with the provisions of the preceding article, alienate, in whole or in part, the site of the streets, lanes and public places closed by by-law." Alienation of site.

1959-60,
c. 102, a.
1106,
remp.

58. L'article 1106 de ladite loi est remplacé par le suivant:

58. Article 1106 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
1106, re-
placed.

Traite-
ments.

« **1106.** Le traitement du juge municipal en chef est égal à celui du juge en chef des sessions au même temps et celui de chacun des autres juges est égal à celui d'un juge des sessions au même temps.

« **1106.** The salary of the chief municipal judge shall be equal to that of the chief judge of the sessions at the same time and that of each of the other judges shall be equal to that of a judge of the sessions at the same time.

Salaries.

Paiement.

Ces traitements sont payés mensuellement par la ville. »

Such salaries shall be paid monthly by the city." Payment.

1959-60,
c. 102, a.
1108,
remp.

59. L'article 1108 de ladite loi est remplacé par le suivant:

59. Article 1108 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
1108, re-
placed.

Pension.

« **1108.** La ville doit payer mensuellement à un juge en chef municipal, qui donne sa démission dans des circonstances où un juge en chef des sessions a alors droit à une pension, une pension égale à celle à laquelle un juge en chef des sessions a alors droit dans les mêmes circonstances.

« **1108.** The city shall pay monthly to a chief municipal judge who resigns in circumstances in which a chief judge of the sessions is then entitled to a pension, a pension equal to that which a chief justice of the sessions is then entitled to in the same circumstances.

Pension.

Idem.

La ville doit payer mensuellement à un juge municipal, qui donne sa démission dans des circonstances où un juge des sessions a alors droit à une pension, une pension égale à celle à laquelle un juge des sessions a alors droit dans les mêmes circonstances.

The city shall pay monthly to a municipal judge, who resigns in circumstances in which a judge of the sessions is then entitled to a pension, a pension equal to that which a judge of the sessions is then entitled to in the same circumstances.

Idem.

Compu-
tation.

L'on doit tenir compte, dans la computation des années conférant le droit à cette pension, de celles pendant lesquelles un juge municipal de la ville a agi comme recorder ou comme juge municipal d'une autre municipalité, subséquemment annexée à la ville. »

Account shall be taken, in the computation of the years conferring the right to such pension, of those during which a municipal judge of the city acted as recorder or as municipal judge of another municipality subsequently annexed to the city."

Compu-
tation.

1959-60, c. 102, aa. 1109 et 1110, remp. Mise à la retraite.

60. Les articles 1109 et 1110 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

« **1109.** Tout juge municipal qui a occupé cette charge pendant vingt-cinq ans est mis à la retraite dès qu'il atteint l'âge de soixante-cinq ans et il lui est accordé une pension comme s'il avait alors donné sa démission. »

Pension à la veuve.

« **1110.** La ville doit payer mensuellement à la veuve d'un juge municipal en chef décédé en fonction ou à la retraite une pension égale à celle à laquelle la veuve d'un juge en chef des sessions a alors droit et aux mêmes conditions.

Idem.

La ville doit payer mensuellement à la veuve d'un juge municipal décédé en fonction ou à la retraite une pension égale à celle à laquelle la veuve d'un juge des sessions a alors droit et aux mêmes conditions. »

Dispositions actuelles en vigueur dans certains cas.

61. Nonobstant les articles 58, 59 et 60, les dispositions actuellement en vigueur continuent de s'appliquer aux juges municipaux présentement à la retraite, aux veuves de ces juges et aux veuves de juges municipaux décédés.

Idem.

Ces mêmes dispositions continuent de s'appliquer aux juges municipaux présentement en fonction et aux veuves de ces juges à moins que dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent article ces juges ne choisissent, par écrit remis au greffier de la ville, d'être régis par les dispositions décrétées par les articles 58, 59 et 60. »

1959-60, c. 102, a. 1140, mod.

Paiement de l'amende.

62. L'article 1140 de ladite loi est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

« Quand une sommation a été signifiée dans les cas visés à l'article 1139, le contrevenant peut acquitter, à l'endroit désigné par le comité exécutif, la somme d'argent fixée par le conseil, à titre d'amende, et inscrite sur cette sommation.

Signification de la sommation.

La signification de cette sommation peut aussi être faite en l'adressant par poste recommandée à l'adresse donnée par le contrevenant lors de la commission de l'infraction ou à l'adresse donnée par lui au Bureau des véhicules-automobiles du Québec.

60. Articles 1109 and 1110 of the said act are replaced by the following: 1959-60, c. 102, aa. 1109, 1110, replaced. Retirement.

« **1109.** A municipal judge who has occupied this office for twenty-five years shall be retired as soon as he attains the age of sixty-five years and a pension shall be granted to him as if he had then resigned. »

« **1110.** The city shall pay monthly to the widow of a chief municipal judge who dies in office or in retirement a pension equal to that which the widow of a chief judge of the sessions is then entitled to and upon the same conditions.

The city shall pay monthly to the widow of a municipal judge who dies in office or in retirement a pension equal to that which the widow of a judge of the sessions is then entitled to and upon the same conditions. »

61. Notwithstanding sections 58, 59 and 60, the provisions now in force shall continue to apply to the municipal judges now in retirement, to the widows of such judges and to the widows of deceased municipal judges. Present provisions continued in certain cases.

The same provisions shall continue to apply to the municipal judges now in office and to the widows of such judges unless within the six months of the coming into force of this section, such judges elect, by writing delivered to the clerk of the city, to be governed by the provisions enacted by sections 58, 59 and 60. » Idem.

62. Article 1140 of the said act is amended by adding the following paragraphs: 1959-60, c. 102, a. 1140, am.

« When a summons has been served in cases contemplated by article 1139, the offender may pay, at the place determined by the executive committee, the amount of money fixed by council as a fine and entered on the summons. Payment of fine.

The service of this summons may also be effected by sending it, by registered mail, to the address given by the offender at the time the infraction was committed or to the address given by him to the office of the Quebec Motor Vehicle Bureau. Service of summons.

Force
probante.

A son défaut de comparaître à la date fixée dans la sommation, le rapport du constable fait preuve *prima facie* de la contravention sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature du constable et sa nomination.»

If he fails to appear on the date fixed in the summons, the constable's return shall be *prima facie* proof of the offence and it shall not be necessary to prove the constable's signature or his appointment." Proof.

1959-60,
c. 102, a.
1176,
mod.

63. L'article 1176 de ladite loi, remplacé par l'article 64 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

63. Article 1176 of the said act, replaced by section 64 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is amended by replacing the first paragraph by the following: 1959-60, c. 102, a. 1176, am.

Vente
d'effets
non ré-
clamés.

« **1176.** Le comité exécutif peut, après publication d'un avis à cet effet, vendre aux enchères ou par soumissions publiques :

- a) les effets confisqués par le tribunal;
- b) les effets laissés par une personne décédée, lorsque la ville a assumé les frais de la sépulture;
- c) les effets confiés à la garde de la ville, abandonnés ou trouvés, et non réclamés après un délai de deux mois. »

“**1176.** The executive committee may, after the publication of a notice to that effect, sell by auction or public tender: Sale of unclaimed articles.

- (a) effects confiscated by the court;
- (b) articles left by a deceased person when the city has assumed the costs of the burial;
- (c) articles entrusted to the city's care, abandoned or found, and remaining unclaimed after a delay of two months.”

Ville pro-
priétaire
de cer-
tains im-
meubles.

64. A compter du 1er octobre 1966, la ville est propriétaire irrévocable des immeubles décrits dans un contrat passé le 16 mars 1870 devant le notaire J. E. O. LaBadie sous le numéro 13960 des minutes de son répertoire, contrat enregistré le 28 mars 1870 sous le numéro 57471 de la division d'enregistrement de Montréal. Cependant, la ville paiera à tout héritier dont les droits seront reconnus comme tels par la Cour supérieure une indemnité déterminée de gré à gré. À défaut d'entente, la question est référée à la Régie des services publics.

64. From the 1st of October 1966, the city shall be the absolute owner of the immovables described in a deed passed before J. E. O. LaBadie, notary, on the 16th of March 1870 under the number 13960 of the minutes of his repertory, which deed was registered on the 28th of March 1870 under number 57471 of the registration division of Montreal. However, the city shall pay to any heir whose rights shall be recognized as such by the Superior Court an indemnity to be determined by agreement. Failing agreement, the issue shall be referred to the Public Service Board. City to be owner of certain immovables.

Renoncia-
tion aux
taxes,
etc., sur
territoire
de l'Expo.

65. La ville peut, durant la période fiscale des années 1965-66 à 1968-69 inclusivement, renoncer à la totalité ou à une partie de ses taxes, de même qu'à l'application de la totalité ou d'une partie de ses règlements dans le territoire affecté à l'Exposition Universelle de 1967. La renonciation aux taxes foncières provenant de ce territoire libère pour autant la ville de l'obligation de payer les taxes scolaires qui auraient pu s'appliquer au même territoire.

65. The city may, during the fiscal periods 1965-66 to and including 1968-69, waive totally or in part its taxes and may refrain from applying the totality or any part of its by-laws in the territory devoted to the Universal Exposition of 1967. The waiving of its real estate taxes from such territory shall free the city accordingly from the obligation of paying any school taxes that might be applicable to such territory. Waiver of taxes, etc., on Expo. territory.

Modifica-
tion des li-
mites ter-
ritoriales.

66. Les limites territoriales de la ville de Montréal et de la cité de Saint-Laurent peuvent être modifiées par règlement

66. The territorial limits of the city of Montreal and of the city of Saint-Laurent may be modified by by-law adop- Modification of territorial limits.

adopté par le conseil de la ville de Montréal et approuvé par le conseil de la cité de Saint-Laurent.

Procé-
dure.

Ce règlement doit être adopté dans les douze mois de la sanction de la présente loi et requiert l'approbation du ministre des affaires municipales. Il entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Entrée en
vigueur
(1 août
1965, G.
O., p.
4653).

67. L'article 2 a effet à compter du 1er juin 1965; les articles 58 à 61 entrent en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil et les autres dispositions de la présente loi entrent en vigueur le jour de sa sanction.

ted by the council of the city of Montreal and approved by the council of the city of Saint-Laurent.

Such by-law must be adopted within twelve months from the sanction of this act and shall require the approval of the Minister of Municipal Affairs. It shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Proce-
dure.

67. Section 2 shall have effect from June 1st 1965; sections 58 to 61 shall come into force on the date fixed by proclamation by the Lieutenant-Governor in Council, and the other provisions of the present act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force
(1 August
1965,
O. G., p.
4653).